



## PEINE DE MORT ET SANTE MENTALE

### Fiche pratique pour les avocats

#### 12<sup>e</sup> Journée mondiale contre la peine de mort

Le 10 octobre 2014, la Coalition contre la peine de mort et d'autres organisations abolitionnistes dans le monde célèbrent la 12<sup>ème</sup> Journée mondiale contre la peine de mort, avec une attention particulière sur les détenus, accusés ou condamnés, souffrant de problèmes de santé mentale. Tout en s'opposant de manière absolue à la peine de mort, les abolitionnistes souhaitent également que les mesures de protection existantes soient mises en œuvre. Parmi ces mesures figure l'exigence établie par les normes relatives aux droits de l'homme selon lesquelles, les personnes souffrant d'une pathologie mentale ou de déficiences intellectuelles graves ne peuvent pas être condamnées à mort.

#### Notes documentaires

La peine de mort, lorsqu'elle est prévue par la loi, doit être réservée aux criminels les plus dangereux (les «pires des pires») et doit offrir le plus haut niveau de protection à ceux qui en font l'objet. Les normes internationales protègent certaines personnes spécifiques, qui ne devraient jamais être exécutées. Ces personnes sont les enfants, les femmes enceintes et les personnes souffrant de désordres mentaux. Cependant, « La réelle difficulté concernant cette garantie se trouve non dans sa reconnaissance officielle mais dans son application. Tandis que pour les délinquants mineurs ou les femmes enceintes, la détermination qu'une personne appartient à la catégorie protégée est relativement simple, il existe un énorme degré de subjectivité lorsque l'on évalue des concepts tels que la folie, les capacités intellectuelles limitées et « toute forme de trouble mental ». L'expression « toute forme de trouble mental » s'applique probablement à un grand nombre de personnes condamnées à mort »<sup>1</sup>.

Tant que la peine de mort continue d'exister, les personnes souffrant de déficiences mentales courent le risque d'être condamnées à mort et exécutées, en violation des normes internationales. **Ce document de synthèse montre quelles mesures peuvent être prises pour supprimer ce risque, notamment en garantissant que tout prévenu puisse bénéficier des services d'un expert en santé mentale dans tout procès lorsque la peine de mort est encourue, dès lors qu'un handicap mental ou intellectuel est invoqué.**

#### Que signifie pour mon client le fait de souffrir d'un trouble mental ?

Selon le type de pathologie dont souffre votre client et le système de droit applicable, il se peut que ses troubles mentaux le déchargent de toute responsabilité sur le plan pénal, l'excluent de la peine de mort ou puissent être utilisés comme circonstances atténuantes. Il est souvent extrêmement difficile pour les avocats de déterminer si leur client souffre d'une pathologie mentale. Cela s'avère même impossible si vous ne prenez pas le temps de vous entretenir avec votre client de façon régulière. Comme nous l'avons souligné ailleurs dans ce manuel, il est essentiel que vous passiez du temps avec votre client afin de développer une relation de confiance, d'identifier les circonstances atténuantes liées au dossier, et ce afin de présenter une défense efficace.

<sup>1</sup> Capital punishment and implementation of the safeguards guaranteeing protection of the rights of those facing the death penalty, Report of the Secretary-General. UN Doc. E/2010/10, décembre 2009.

## Quels genres de troubles mentaux sont concernés ?

L'expression « troubles mentaux » fait référence à un grand éventail de déficiences<sup>2</sup>. De ce fait, la santé mentale de votre client peut avoir bien des incidences sur l'issue de l'affaire. S'il vous est possible de vérifier que votre client n'était pas sain d'esprit au moment où le crime en question a été commis, vous serez peut-être en mesure d'empêcher qu'un procès n'ait lieu. En effet, dans la plupart des systèmes judiciaires, la maladie mentale est un motif suffisant pour supprimer toute mise en cause de la responsabilité pénale. Si votre client présente une déficience intellectuelle importante, vous pourrez arguer qu'il n'est pas éligible à l'application de la peine capitale, puisque le droit international proscrit l'exécution des déficients mentaux<sup>3</sup>. Et même dans l'hypothèse où les troubles mentaux de votre client ne seraient pas graves ou seraient insuffisants pour l'exclure de l'application de la peine de mort, ils peuvent faire office de circonstances atténuantes pour la détermination de la peine. Dans les systèmes de droit codifié (*Civil Law*), les questions posées à l'expert psychiatre permettent de savoir si le client était atteint, au moment des faits, d'un trouble mental ayant aboli ou altéré son discernement.

### Qu'est-ce que le handicap mental ?

Le vocabulaire lié au handicap évolue rapidement. Des termes issus des domaines médicaux et juridiques tels que « maladie mentale » ou « retard mental » sont remplacés par des termes issus du mouvement pour la défense des personnes handicapées : ainsi le « handicap psychosocial » remplace la « maladie mentale » et le « handicap intellectuel » remplace le « retard mental ». Cependant, la majorité des textes de loi relatifs à la peine de mort conservent la terminologie antérieure, ce qui explique qu'il est si difficile de s'affranchir des termes juridiques existants.

- **Démence / Aliénation mentale.** Ce terme, qui est encore utilisé dans la terminologie juridique ou législative, renvoie à l'incapacité d'une personne à comprendre « la nature et la qualité » de ses actes, ou, si elle les comprend, à l'incapacité de percevoir l'aspect négatif de ses actions. Le terme « démence » ne figure pas dans les manuels de diagnostic psychiatrique. Il s'agit d'un terme juridique.

- **Maladie mentale / Handicap psychosocial.** Ces termes renvoient à (i) un état médical ou psychologique qui perturbe le raisonnement de la personne ou ses émotions, ses humeurs, sa capacité à interagir avec les autres, et son fonctionnement quotidien<sup>4</sup> ; (ii) l'interaction entre des composantes psychologiques et socioculturelles, du handicap. La composante psychologique renvoie à des manières de penser et de procéder, des expériences et des perceptions du monde. La composante socioculturelle renvoie à des limites de comportement fixées par la société et la culture, qui interagissent avec ces différences psychologiques/la folie, ainsi qu'aux stigmates que la société associe au terme « handicapé »<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Le Rapporteur spécial sur la santé a observé que le terme « personnes déficientes mentales » englobe un immense éventail d'invalidités et de conditions allant de la déficience intellectuelle à de graves troubles psychiatriques. Rapport du Rapporteur spécial sur le droit à la santé, E/CN.4/2005/51 (11 février 2005), ¶ 19.

<sup>3</sup> Le Comité des droits de l'homme de l'ONU a également découvert que la lecture d'un mandant demandant l'exécution d'une personne dont les troubles mentaux la rendent juridiquement irresponsable violait l'article 7 du PIDCP. En 1984, ECOSOC s'est penché pour la première fois sur ce problème et a conclu que la peine capitale ne peut être appliquée sur des personnes aliénées. Dans sa résolution sur la mise en œuvre des Garanties, ECOSOC propose de ne pas exécuter les personnes souffrant de déficience intellectuelle ou de capacités intellectuelles extrêmement limitées. RODLEY, THE TREATMENT OF PRISONERS UNDER INTERNATIONAL LAW (Le traitement des prisonniers en droit international) [Traduction non officielle], p. 325.

<sup>4</sup> National Alliance on Mental Illness. What is mental illness?  
[http://www.nami.org/Template.cfm?Section=By\\_Illness](http://www.nami.org/Template.cfm?Section=By_Illness)

<sup>5</sup> World Network of Users and Survivors of Psychiatry, 2008, Implementation Manual for the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities.

. **Retard mental / Handicap intellectuel / Trouble du développement intellectuel** est un trouble qui débute pendant la période de développement, et désigne à la fois des déficits intellectuels et d'adaptation dans les domaines conceptuel, social et pratique<sup>6</sup>. Avec une aide appropriée, les personnes atteintes d'un handicap intellectuel peuvent vivre en quasi-autonomie mais auront toujours des déficits et des besoins d'assistance importants.

. **Lésion cérébrale organique**. Ce terme renvoie à une lésion dans le cerveau causée par un événement traumatique tel qu'un choc à la tête, un accident de voiture, une chute ou encore une asphyxie, une congestion cérébrale, ou la consommation de substances nocives. Ce type d'événement a pour effet de réduire la capacité du cerveau à fonctionner efficacement, et conduit à des déficiences cognitives qui peuvent (en fonction de l'âge auquel se produit l'incident et de l'existence de déficits d'adaptation importants) également conduire la personne à être diagnostiquée comme atteinte d'un handicap intellectuel.

. **Maladies neurodégénératives**. Ces maladies incluent la démence et se manifestent généralement au stade de la vieillesse, et limitent le fonctionnement intellectuel.

### L'importance d'un examen de la santé mentale du client

La preuve la plus décisive que vous puissiez produire afin de soutenir que votre client souffre de troubles mentaux est un examen officiel réalisé par un expert de la santé mentale. Beaucoup de tribunaux affirment que les accusés ont droit à un examen de leur santé mentale avant d'être condamnés à mort<sup>7</sup>. Vous devez faire tout votre possible pour que cet examen soit pratiqué selon le plus haut niveau d'exigence professionnelle.

### Il n'y a que très peu de psychiatres qualifiés dans la région où j'exerce. Comment puis-je obtenir une évaluation de la santé mentale de mon client qui soit de qualité ?

- Même s'il n'y a aucun psychiatre qualifié dans votre région, la plupart des pays ont mis au point une méthode grâce à laquelle il est possible d'évaluer la santé mentale d'un prévenu. Les examens psychiatriques sont parfois réalisés par des infirmières qualifiées ou des individus ayant suivi une formation médico-légale, même s'ils ne sont pas officiellement agréés. Si vous pensez que votre client souffre d'une déficience intellectuelle ou d'une maladie mentale, la cour renverra le plus souvent le prévenu vers une clinique ou un hôpital psychiatrique où l'examen sera réalisé.

- Dans les régions où des professionnels qualifiés de la santé mentale sont une denrée rare, le niveau des examens médico-légaux peut être relativement bas. Parce que la santé mentale de votre client joue un rôle crucial pour l'établissement de sa culpabilité et de sa peine, vous devez faire tout votre possible pour vous entretenir avec la personne qui effectuera l'examen, et ce pour trois raisons. Tout d'abord, il se peut que vous déteniez des informations contextuelles déterminantes en rapport direct avec l'état de santé mentale de votre client. Si votre client ne communique pas et se montre réticent à fournir des informations sur sa maladie, la personne en charge de l'examen pourrait à tort en conclure qu'il ne souffre d'aucun trouble mental. Ensuite, si vous tentez par la suite de contester les conclusions de l'examen, médico-légal (par exemple si vous mettez au point une défense plaidant la

<sup>6</sup> La principale organisation des États-Unis sur le handicap mental, l'« American Association on Intellectual and Developmental Disabilities », a modifié sa terminologie en remplaçant « retard mental » par « handicap mental » en 2005. L'« American Psychiatric Association » a adopté le terme « Intellectual Disability » [handicap intellectuel] (Intellectual Developmental Disorder: trouble du développement intellectuel) dans son dernier manuel diagnostique (DSM-5 Guidebook, p. 34). L'OMS devrait faire de même dans la prochaine version de son manuel diagnostique (ICD-11).

<sup>7</sup> Voir par exemple *Pipersburgh c. R*, 72 WIR 108, ¶ 33 (2008) (« C'est la nécessité de considérer les circonstances individuelles et personnelles du condamné et, notamment, la possibilité qu'il puisse changer et se réadapter dans la société, qui rendent les enquêtes sociales et les rapports d'évaluation psychiatrique nécessaires pour de telles audiences de détermination de la peine. ») [Traduction non officielle] Voir également *DPP Spencer c. Che Gregory*, E. Carib. Cour Suprême, Haute Cour de justice (2009), Fédération de Saint-Christophe-et-Niéves, ¶ 3 (« Il est désormais aussi courant que l'État fournisse un Rapport d'enquête sociale ainsi qu'un Rapport d'évaluation psychiatrique »).

démence et que l'évaluation affirme que votre client est sain d'esprit) vous devez en apprendre le maximum sur le temps que l'expert médico-légal a passé avec votre client, les méthodes qu'il a utilisées ainsi que sur ses qualifications et les formations qu'il a suivies. En dernier lieu, en rencontrant l'expert médico-légal, vous serez à-même de l'informer de la portée de son examen dans un contexte juridique. Ce sera particulièrement important lorsque vous tenterez de prouver que votre client souffre de troubles mentaux pouvant jouer sur sa condamnation.

### **Qui doit réaliser l'examen ?**

Bien qu'il soit recommandé de demander l'aide d'un psychiatre pour pratiquer cet examen, si aucun n'est disponible, des professionnels du champ médical ayant suivi une formation en psychologie ou des travailleurs sociaux peuvent vous aider à déterminer si votre client souffre d'un trouble mental.

### **Quelles normes doit suivre cet examen ?**

Il n'existe aucune norme universelle dictant la marche à suivre pour une évaluation de la santé mentale d'un individu à des fins juridiques. Cependant, le Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM IV-TR) est une référence largement utilisée. Publié par l'American Psychiatric Association (Association américaine de psychiatrie), il catalogue les troubles de la santé mentale chez les enfants et les adultes et est utilisé dans de nombreux pays en dehors des États-Unis. Cependant, le DSM est en grande partie un produit de la recherche menée aux États-Unis, et ses critères peuvent ne pas être pertinents dans tous les pays. L'évaluation de la santé mentale de votre client ne devrait donc pas se limiter aux troubles décrits par le DSM-IV-TR ni du reste à ceux pouvant éventuellement décharger le prévenu de toute responsabilité pénale ou l'exclure de la peine capitale.

### **Comment utiliser l'examen psychiatrique de votre client ?**

Vous pourrez peut-être utiliser l'examen psychiatrique de votre client à différentes phases de la procédure. Même si le client n'est pas reconnu comme souffrant de troubles mentaux le rendant juridiquement irresponsable, d'autres caractéristiques psychiatriques peuvent faire office de circonstances atténuantes utiles et contribuer à ce qu'il soit condamné à une peine moins lourde.

L'affaire *Ouganda c. Bwenge Patrick* est une parfaite illustration de l'utilisation des troubles mentaux du client comme circonstances atténuantes lors de la détermination de la peine<sup>8</sup>. Dans cette affaire, la Haute Cour de l'Ouganda a révisé la condamnation d'un détenu qui avait été condamné à mort et incarcéré pendant dix-sept ans. La Cour a accordé une importance particulière aux preuves concernant l'état mental déficient de l'accusé à l'époque du crime, ses antécédents d'alcoolisme, le fait qu'il ait conservé des liens forts avec sa famille tout au long de son emprisonnement, ses bonnes relations avec les autres détenus, ses remords ainsi que les longues années déjà passées en prison. En se fondant sur ces circonstances atténuantes, la Haute Cour a déclaré que l'accusé ne méritait pas la peine capitale et a changé sa peine, le condamnant aux dix-sept ans années d'emprisonnement qu'il avait déjà purgées complétés par une année supplémentaire de prison et un an de probation.

### **Que dois-je faire si je n'ai pas les fonds pour engager un expert ?**

- Demandez d'abord des fonds au tribunal. Dans de nombreux systèmes, les avocats présentent des requêtes écrites afin de demander des fonds à la cour pour obtenir l'aide nécessaire d'un expert. Souvenez-vous que si vous avez besoin de l'aide d'un expert pour défendre efficacement votre client, il est essentiel de conserver une trace écrite de votre incapacité à pouvoir en engager un. Votre client a droit à une défense de qualité et si vous manquez du financement nécessaire parce que votre client est indigent, ses droits à un procès et à une protection équitables dans le respect de la loi sont en péril. Dans les systèmes de droit codifié (Civil Law), l'expert sera désigné par le juge d'instruction, aux frais de l'État.

<sup>8</sup> *Ouganda c. Bwenge*, HCT-03-CR-SC-190/1996 (2009).

- Si aucun financement n'est disponible, envisagez, s'il en existe, de contacter les universités enseignant les procédures d'examens médico-légaux et psychologiques. Vous serez peut-être également en mesure de trouver des personnes capables de réaliser cet examen gratuitement.
- A titre subsidiaire, vous pouvez chercher des personnes qualifiées qui ne soient pas nécessairement agréées mais pourront peut-être vous fournir de précieux renseignements sur votre client. Si elles ont rencontré le prévenu avant son arrestation et peuvent apporter leur témoignage quant à son état psychologique, leurs déclarations resteront utiles non seulement pour que la cour évalue la culpabilité de l'accusé mais aussi rende son verdict sur la peine.
- En dernier recours, certains sites Internet offrent des informations que vous ne pourrez pas forcément exploiter devant le tribunal mais qui peuvent d'ores et déjà vous orienter.

### **Quels sont mes autres devoirs à l'égard d'un client souffrant de troubles mentaux ?**

Les troubles mentaux de votre client peuvent le rendre plus vulnérable aux complications du système judiciaire et aux dangers liés à l'incarcération. De ce fait, des responsabilités particulières vous incombent afin de faire en sorte qu'il comprenne ses droits en toutes circonstances et qu'il soit traité conformément à son état durant son incarcération.

#### **Faire en sorte que votre client comprenne ses droits**

Les individus souffrant de troubles mentaux peuvent faire face à des difficultés de compréhension quant au déroulement de la procédure pénale qui les concerne<sup>9</sup>. Vous devez vous assurer que votre client comprend ses droits et les procédures qu'il doit affronter. Il vous faudra éventuellement prendre des mesures spéciales afin de vous entretenir régulièrement avec lui, étant donné que ce dernier ne sera pas nécessairement capable d'exprimer son désir de vous voir ou ne comprendra pas toujours comment demander une entrevue avec vous.

#### **Faire en sorte que votre client reçoive un traitement**

Vous devez également prendre des mesures afin de vous assurer que votre client reçoive un traitement approprié durant son incarcération. Presque tous les mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme prévoient le droit à des conditions de vie décente et à des soins de santé appropriés. L'ensemble de règles minima de l'ONU pour le traitement des détenus exige que les normes définies par ces mécanismes soient appliquées en milieu carcéral. Vous devez faire en sorte que votre client soit examiné par un professionnel de la santé mentale dès son admission en prison<sup>10</sup>. Cela permettra au personnel médical non seulement d'identifier toute pathologie préexistante afin de pouvoir la traiter convenablement, de repérer les handicaps ou blessures pouvant se développer ou avoir été infligées durant la phase initiale de détention, mais aussi d'analyser l'état psychologique du détenu et d'apporter un soutien adéquat à ceux qui manifestent un risque d'automutilation<sup>11</sup>. Il faut vous assurer que votre client bénéficie d'examens réguliers, voire quotidiens s'il se plaint d'être malade.

### **Que dois-je faire si je crois que mon client ne consentira pas à un examen de son état psychologique ?**

- Tout d'abord, soyez-en sûr. Adressez-vous directement à votre client et faites-lui savoir pourquoi vous pensez qu'un examen serait utile dans son cas. Il existe dans de nombreuses cultures des tabous concernant les troubles mentaux. Montrez-vous respectueux et évitez de lui donner

<sup>9</sup> Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime, Manuel sur les prisonniers ayant des besoins particuliers, p. 12 (2009), [www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/Prisoners-with-special-needs.pdf](http://www.unodc.org/documents/justice-and-prison-reform/Prisoners-with-special-needs.pdf)

<sup>10</sup> Ensemble de règles minima, ¶ 24, (1977) ONU. Doc. A/CONF/611, annexe I.

<sup>11</sup> Centre international d'études pénitentiaires, *A Human Rights Approach to Prison Management* (La gestion pénitentiaire selon une approche fondée sur les Droits de l'Homme) [Traduction non officielle], p. 50, [www.prisonstudies.org](http://www.prisonstudies.org)

l'impression que vous pensez que quelque chose « ne tourne pas rond » chez lui. Une fois de plus, être honnête et franc tout en restant courtois et respectueux devrait vous permettre de faciliter cette conversation entre vous et votre client.

- Si ce dernier ne change pas d'avis, il vous faudra prendre une décision difficile. Si vous êtes intimement persuadé qu'il est dans son intérêt de passer cet examen, vous parviendrez peut-être à obtenir une ordonnance de la cour l'obligeant à s'y soumettre. Cependant votre relation et la confiance mutuelle que vous vous témoignez risquent d'en pâtir. Vous devez rester prudent et prendre en considération un certain nombre de facteurs contradictoires : l'étendue du trouble dont souffre votre client, le risque réel qu'il puisse être condamné à mort si aucune preuve de son état n'est présentée, et l'existence d'autres stratégies de défense. Dans beaucoup d'affaires, vous vous rendez compte que la nécessité de faire subir cet examen à votre client prévaut sur les dommages que pourrait subir votre relation client-avocat.

### **Développement de troubles psychologiques au cours de l'incarcération**

Si votre client développe une pathologie mentale durant son emprisonnement, vous devez soulever le problème à chaque étape de la procédure car le droit international interdit l'exécution d'individus souffrant de troubles mentaux majeurs. Vous devez par ailleurs prendre soin d'informer les membres de sa famille de tout changement notable affectant sa santé mentale<sup>12</sup>. Si un client a été déclaré juridiquement irresponsable, vous devez aussi vous assurer que celui-ci quitte la prison et ait accès à un traitement approprié.

### **Jurisprudence en matière de maladie mentale et de déficience intellectuelle**

Pour la jurisprudence sur la déficience intellectuelle, consulter ce site (en anglais):

<http://www.deathpenaltyworldwide.org/mental-retardation.cfm>

### **Remerciements :**

La présente fiche est un extrait du guide : « La défense de condamnés à mort : Guide de bonnes pratiques à l'usage des avocats » et de la fiche d'information détaillées préparée par M. James Welsh, ancien expert auprès d'Amnesty International sur les questions de santé et les conditions de détention.

Guide complet disponible en ligne : <http://www.worldcoalition.org/fr/defense-manual-lawyers-capital-cases-death-penalty-mitigating-babcock-training.html>

Fiche complète disponible en ligne : [www.worldcoalition.org/fr/worldday](http://www.worldcoalition.org/fr/worldday)

<sup>12</sup> Ensemble de règles minima, ¶ 44, 82. (1977) Doc. ONU A/CONF/611, annexe I.